

Des dizaines d'experts se dressent contre Trump

Des responsables ont écrit au président américain, estimant que le nouveau décret migratoire fragilise la sécurité nationale.

Plus de 130 anciens responsables et experts américains en politique étrangère, dont Madeleine Albright et Susan Rice, ont dénoncé le nouveau décret migratoire du président Donald Trump. Dans une lettre, ils estiment qu'il fragilise la sécurité nationale et les intérêts du pays autant que sa version originale.

Signalez-la-nous!

«Il enverra aux musulmans, y compris à ceux qui sont victimes ou qui combattent le groupe djihadiste Etat islamique (EI), un message renforçant la campagne de propagande (...) affirmant faussement que les Etats-Unis sont en guerre contre l'islam», affirment ces experts et d'anciens responsables gouvernementaux dans une lettre à Donald Trump.

«Au contraire, accueillir les réfugiés et voyageurs musulmans met au jour les mensonges des terroristes et contrecarre leur vision faussée», poursuit cette lettre datée de vendredi.

Parmi les 134 signataires, certains ont servi dans des administrations tant démocrates que républicaines. On y trouve l'ancien diplomate Nicholas Burns, l'ex-directeur du contre-terrorisme au Conseil de sécurité nationale Richard Clarke et l'ancienne sous-secrétaire à la Défense américaine Michele Flournoy.

Beaucoup ont servi des présidents démocrates, comme l'ex-secrétaire d'Etat Madeleine Albright, l'ex-secrétaire à la Sécurité intérieure Janet Napolitano, l'ex-conseillère à la sécurité nationale Susan Rice ou l'ex-directeur du Centre national anti-terroriste Matthew Olsen.

«Atteinte à la dignité du pays»

«Des interdictions telles que celles prévues dans le décret portent atteinte à la sécurité nationale américaine et au-delà, à la dignité de notre grand pays», estime la lettre qui fait écho aux arguments développés devant les tribunaux par plusieurs Etats américains.

Le décret «affaiblit la capacité de ce pays à assumer un rôle dirigeant mondial et met en péril nos intérêts de sécurité nationale en ne soutenant pas la stabilité de nos alliés qui se débattent pour accueillir un grand nombre de réfugiés», poursuit la lettre.

Cette lettre a également été envoyée à plusieurs ministres, dont le secrétaire d'Etat Rex Tillerson, le secrétaire à la Défense James Mattis, le ministre de la Justice Jeff Sessions ou le secrétaire à la Sécurité intérieure John Kelly.

Version atténuée

Adopté le 6 mars pour application le 16 mars, le nouveau décret interdit l'entrée à tous les réfugiés durant 120 jours. Il suspend aussi l'octroi de visas durant 90 jours pour les ressortissants de six pays majoritairement musulmans (Iran, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Yémen).

Ce décret est une forme atténuée de la version du 27 janvier qui avait provoqué une onde de choc dans le monde. Sa mise en application avait été suspendue le 3 février par un juge fédéral de Seattle.